



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2022/n° 249 / 6.1

**OBJET : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION CHEMIN DE TROUCHAUD
LIMITATION DE LA VITESSE A 30 KMS/H
INTERDIT SAUF RIVERAINS**

Le Maire

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 et L 511-1
Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu le code de la route et notamment les articles R 412-28, R 413-1 à R 413-19 et R.432.1,
Vu le code de la Voirie Routière et notamment les Articles L.113-2 à L.113-7,
Vu la loi n°83-8 du 07 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
Vu la loi n°82-213 DU 02 Mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales,
Vu l'arrêté interministérielle du 24 novembre 1967, modifiée, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,
Considérant l'accroissement du trafic routier lié notamment à l'augmentation des constructions ainsi que l'étroitesse de la voie communale située chemin de trouchaud, il y a lieu de réglementer la vitesse des véhicules à 30 kms/h
Considérant le nombre croissant de véhicule circulant sur le chemin de Trouchaud, afin de rejoindre le CD 979, pouvant entraîner un risque pour les résidents, il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules sur ce chemin aux seuls riverains
Considérant qu'il incombe à l'Autorité Municipale, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à l'intérêt de l'ordre public et à la sécurité des usagers de la voie publique,

A R R E T E

ARTICLE 1 : La circulation de tous les véhicules à moteur circulant sur la voie communale chemin de trouchaud est fixée à 30 kilomètres par heure et est interdite à la circulation de tous les véhicules à moteur sauf riverains et ayant droit

ARTICLE 2 : Conformément à l'article R 411-25 du code de la route, ces dispositions entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation prévue par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967.

ARTICLE 3 : Les contraventions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire est mise en place par les services municipaux de la commune

ARTICLE 5 : Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire d'Aigues-Mortes. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent Arrêté peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès de monsieur le Préfet du GARD (préfecture du Gard 30045 NIMES Cedex 9) ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NIMES (Avenue Feuchères 30000 NIMES) dans le délai de deux mois suivant la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes, Monsieur l'Elu responsable de la Sécurité, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Le Grau du Roi, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes, Monsieur le Chef de Poste de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 11 mai 2022

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

